

Enbata

de Baionan Kantuz

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
24 mai 2012
n° 2230
1,30 €

Anita Lopepe

candidate EH Bai

dans la 4ème

EH bai

ISSN 0294-4596



9 1770294 459006



Les dinosaures

ILS y croient encore. Tous les trois. Ils repartent pour un tour... sans l'ombre d'un doute? Pas sûr. Quelque hésitation quand même. Mais toujours avec le sentiment d'être indispensables à ce Pays Basque qui les a choisis par le passé, mais qui aujourd'hui a changé, même si eux ne l'ont pas vraiment remarqué. Une intervention médiatisée sur la LGV, un engagement sur la collectivité territoriale, la tournée des rendez-vous sportifs, religieux, culturels et allez hop, on emballé! L'électeur tombera une fois encore dans le panneau.

Malgré l'assurance de notre indéboulonnable trio, certains signes de fatigue ne trompent pas. L'ex majorité départementale UMP-MoDem, vaincue aux cantonales, larguée aux sénatoriales, est en voie d'implosion. Dans le silence, sans trop faire de vague pour le moment. Mais elle implose. Aussi vrai que les deux suppléants de la Droite et du Centre en Pays Basque intérieur, Aguerre-le-Bétonneur et Lambert-le-Transparent, alliés de toujours, copains comme cochons, se trouvent face à face pour les élections du 10 juin. Décidemment, la Droite doit être en piteux état pour envoyer à l'abattoir un jeune UMP orolonnais plein de talent avec un tel second: le maire et conseiller général de Baigorri est intervenu... sur quel sujet, déjà? En plus de quatre ans de mandat, à peu près rien du tout. Quant à celui de Saint-Palais, il hésitait tellement à rejoindre les rangs de l'UMP que finalement, il décide de se présenter contre. Passons. Souvenons-nous aussi des puissantes déclarations de l'ex-pluri-ministre prête à donner un coup de main pour casser du jeune tunisien, souvenons-nous de l'absentéisme chronique du docteur bayonnais qui préfère les arènes de sa ville à l'hémicycle du palais Bourbon. N'oublions pas enfin, le cirque du député-chanteur de Lourdios-Ichère, prompt à se faire remarquer mais incapable d'obtenir quoi que ce soit.

En face, les principaux challengers ont une carte à jouer... hélas! Bien souvent, leur engagement trop terne, leur alignement sur les idées dictées à Paris ou à Bordeaux n'en font

qu'une déclinaison locale de ce que l'on voit à la télévision nationale. Alternative certes, mais sans dépasser la limite fixée par les instances de la rue Solferino. Pas suffisant. Sûrement même dangereux en ce qui concerne le projet de LGV ou l'enlèvement possible de sujets importants comme la collectivité territoriale, l'officialisation de l'euskara ou la création d'une véritable chambre d'agriculture du Pays Basque.

Reste donc un troisième choix. Pas encore assez connu du grand public d'Iparralde. Mais qui monte, qui monte... Un projet de société, une jeunesse d'esprit, un engagement de toujours, sans faille, pour ce territoire qu'ils aiment et à qui ils ne demandent rien en échange. Une militance généreuse, offerte, qui porte à bout de bras tout un ensemble de dossiers. S'ils sont d'actualité, c'est bien du fait de leur travail, de leur pugnacité et de leur persévérance. Ils se présentent aux citoyens aujourd'hui. Ont un visage... d'abord féminin. Laurence c'est la défense des exclus, contre vents et marées. Anita, le choix ferme de vivre et travailler à l'Intérieur. Peio, le cri du mal-logé, qui voit tant de résidences secondaires fermées sous ses yeux. Tous les trois sont les porte-parole d'EH Bai. Ils ont des choses à dire, à faire valoir, à faire savoir au nom du mouvement abertzale, mais plus encore, au nom du Pays Basque qui se bat, de sa jeunesse et de tous ceux qui croient en une alternative possible pour Iparralde. Ils ne jouent ni la carte personnelle, ni la revanche droitière, ni une place bien au chaud où voter comme un seul homme dans une assemblée majoritaire permettrait d'enterrer les engagements locaux qui demandent investissement et caractère.

La conclusion est simple. Il faut voter EH Bai. Et faire une campagne déterminée, claire et joyeuse, car l'avenir nous appartient. Quant à Grenet, Alliot-Marie ou Lassalle, pensons-y, c'est un peu comme les dinosaures, leur règne s'est un jour terminé brutalement, lorsqu'un astéroïde imprévu est venu heurter leur planète. Rendez-vous les 10 et 17 juin!

Exiliatuen bozka eskubidea

ESPAINIAKO Gobernuak lege bat onartu nahi du ETAREN mehatxuaren ondorioz Euskal Herritik joan ziren Euskadiko Autonomia Erkidegoan bozkatzeko eskubidea izan dezaten. Horrek halako kezka bat sortu du, ea neurri horrekin ez ote duten "estatu-kolpe elektoral" bat egin nahi, EAEn bizi ez direnen milaka boz PPri eskainiz. Ezker abertzalearen legezatzarekin, indar politikoen banaketa berriz ere aldatuko da, abertzaleen aldera. PPK jukutria bat egin nahi ote du bere pisu elektoral mantentzeko, ezker abertzaleari bozak ezin baziakio kendu, oreka politikoa Madrilen bizi direnen bozak gehituz aldatzeko? Zenbat dira errealki ETAREN mehatxuaren ondorioz joan zirenak Euskal Herritik? Zenbat dira ETAREN mehatxua aitzakia gisa erabili zutenak, baina zinezko arrazoiak beste batzuk zirenak? Zenbat dira ETAREN mehatxua aitzakia gisa erabili gabe ere joan zirenak? Eta zenbat izanen lirakeke ETAREN mehatxuagatik joan zirelakoan bozkatzeko eskubide hori ukanen zutenak?

Holako neurri bat martxan jarriko balute, eta mehatxuagatik joan gabeko milaka lagun bozkak izango balira, demokraziaren kontrako eraso bat egingen lukete. Jende horrek Euskal Herrira itzuli nahi badu, gaur egun problemarik gabe itzul daiteke, ETAREN mehatxua desagertu

baita. Beraz, Euskal Herritik kanpo bizitzen segitzen badu, ez da mehatxuarengatik. Zergatik izanen luke EAEn bozkatzeko eskubidea?

Hala ere, ez dirudi neurria martxan jarriko denik, Espainiako Gobernuak berak dudak agertu baititu jandak, eta EAeko Barne Sailburuak ere obraezintzat jo baitu neurria. Hain zuzen, Madrilen bizi den euskaldun batek Euskal Herrian bozkatu ahal izatea, Argentinan bizi den euskaldun batek egin lezakeen gisan, Madril atzerria dela onartzea litzateke, hots, Espainia eta Euskal Herria bi herri desberdin direla. Euskal Herria nazio bat dela ukatzen dutenen ikuspegitik, politikoki onartzen ahal ez luketen neurria litzateke. Juridikoki eta politikoki konplikatuak izanen omen litzateke neurri hori onartzea. Eta onartu eta ere, nola obratuko litzatekeen ikusi beharko da... Ez da errana funtzionatuko lukeenik.

Dena den, asmo horietatik atera daitekeen ondorioa da PPren gobernua bera ohartua dela ondoko urteetako lehia politika arlokoa izanen duela. Nahiz eta oraino errepresioarekin gogor segitzen duen, badaki ezker abertzalearen eta, oro har, abertzaletasunaren kontra borrokatu nahi badu, eremu politikoan izan beharko dela.



CETTE SEMAINE

TARTARO

S'EST ÉTONNÉ

●●● pas tant que ça que Rajoy confie à Goldman Sachs, qui avait aidé la Grèce à maquiller ses comptes, l'audit de Bankia en quasi faillite dont l'Etat espagnol a pris le contrôle la semaine dernière. Même maquillés Rajoy et ses séides auront toujours des têtes d'abrutis.

●●● que François Hollande choisisse de rendre hommage le jour de son investiture à Jules Ferry, colonialiste convaincu, chantre de l'action civilisatrice des races supérieures sur les races inférieures. Ben mon colon!

●●● et réjouit d'apprendre que, depuis la fin de son mandat au Conseil constitutionnel, Pierre Joxe, avocat au barreau de Paris, se consacre exclusivement à la défense des mineurs et milite pour le respect de l'ordonnance de 1945, dont les principes fondateurs ont été remis en cause par le gouvernement de Sarko. Il n'est pas près d'être embauché au Vatican.

●●● que le Conseil constitutionnel espagnol mette un an pour commencer à instruire le recours déposé par les avocats de Sortu contre la décision de la Cour suprême de ne pas légaliser le nouveau parti de la gauche abertzale. Dans la justice espagnole c'est comme à l'armée: doucement le matin, pas trop vite le soir et despacito dans la journée.

●●● du riffi causé dans les bénitiers biarrots par la nomination par l'évêque Aillet de trois prêtres de la communauté traditionaliste St Martin de Blois. Adeptes de St Martin, l'évêque de Bayonne, grand prêtre de ladite communauté, aime bien les nominations sous le manteau.

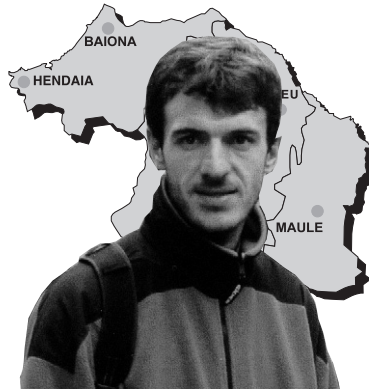
Sud Soudan le scénario du pire

● David Lannes

La République du Sud Soudan est l'Etat le plus jeune de la planète. C'est aussi l'un des plus pauvres, dont plus de 90% de la population vit avec moins d'un dollar par jour. Serait-il aussi l'un des plus bêtes? On serait tenté de le croire au vu de sa décision d'interrompre sa production de pétrole alors qu'elle lui apporte 98% de ses revenus. Cette décision surprenante trouve bien sûr son origine dans les relations conflictuelles que le Sud Soudan entretient avec son voisin du Nord dont il a fait sécession en juillet dernier. Une sécession probablement un peu précipitée... La communauté internationale — et tout particulièrement les Etats-Unis — s'était fortement impliquée pour obtenir la signature des accords de Naivasha qui mirent fin en 2005 à la guerre fratricide que se sont livrés le Nord et le Sud du Soudan durant plus de 20 ans et qui fit près de deux millions de morts. A la surprise générale, le dictateur soudanais Omar el-Béchir, reconnu responsable de génocide au Darfour, ne s'opposa pas au référendum d'autodétermination qui se tint en janvier 2011, en accepta le verdict (99% des Sud Soudanais en faveur de l'indépendance), et participa même aux cérémonies d'indépendance de juillet 2011.

Sombrier ensemble

Cette apparence rassurante d'un divorce à l'amiable entre des belligérants qui s'étaient étripés pendant vingt ans n'allait malheureusement pas durer longtemps. En effet, l'accession à l'indépendance s'est faite en dépit de la persistance de plusieurs points d'achoppement qui n'ont pas tardé à resurgir: devenir de la dette du Soudan après la sécession, statut des résidents se retrouvant du «mauvais» côté, délimitation des frontières, partage des revenus pétroliers, etc. Des négociations sur ces points se sont tenues en Ethiopie, mais après un début prometteur, elles ont viré au désastre. Les deux pays s'étaient au départ engagés à signer un «accord des quatre libertés» sur le modèle de celui qui existe entre le Soudan et l'Egypte. En vertu de cet accord, les citoyens du Soudan et du Sud Soudan auraient pu librement se déplacer entre les deux pays, y résider, y travailler et y avoir des possessions. Mais cet accord a soulevé une vague d'indignation au Soudan, les partis conservateurs et islamistes y voyant une «concession humiliante» ou un «cheval de Troie» du Sud Soudan. Ce dernier argument s'est nourri des nombreux désaccords frontaliers entre les deux pays. De nombreux rebelles du Sud continuent en effet de lutter dans certains Etats que les accords de Naivasha ont accordés au Soudan mais dont une partie de la population souhaite être rattachée au Sud Soudan. Ces conflits résiduels sont d'autant plus déstabilisateurs qu'ils concernent des zones pétrolières. Après la partition du pays, le Soudan n'a conservé qu'un quart de ses anciens gisements mais reste un point de passage obligé pour le pétrole du Sud Soudan puisque c'est sur son territoire que se trouvent la quasi totalité des raffineries, pipelines, etc. Les deux pays sont donc complètement interdépendants et l'on aurait pu penser que c'était là une incitation sérieuse à la paix. Mais ils préfèrent visiblement sombrer ensemble...



Priorité à l'armement

Le Soudan a naturellement cherché à compenser la perte de ses champs pétroliers situés au Sud Soudan en imposant des frais de transit pour le brut circulant par ses pipelines. Mais ses tarifs sont exorbitants (plus de 10 fois la moyenne mondiale) et le Sud Soudan exsangue n'a pas voulu les payer. Les négociations n'ont rien donné, et le Soudan a décidé de confisquer pour 800 millions de dollars de pétrole comme «paie-ment en nature» alors que le Sud Soudan décidait d'interrompre sa production pétrolière pour asphyxier son ennemi. Une mesure certes efficace, mais à quel prix! Le Sud Soudan tire 98% de ses ressources du pétrole et l'on a du mal à imaginer ce que seront les «mesures d'austérités» annoncées par le gouvernement pour répondre à cette situation.

Le contexte s'est encore dégradé le 10 avril, avec l'occupation par le Sud Soudan de Heglig, l'une des principales zones pétrolières conservées par le Soudan. Sous très forte pression internationale, les forces sud soudanaises se sont retirées de Heglig une dizaine de jours plus tard non sans avoir gravement endommagé les installations pétrolières qui ne pourront pas reprendre leur fonctionnement avant plusieurs mois. Depuis cet incident, les deux camps parlent ouvertement de guerre. Pour Omar el-Béchir, les dirigeants de Juba sont des «ennemis qui doivent être combattus jusqu'à leur défaite»; son homologue sud soudanais estime quant à lui que «Khartoum a déclaré la guerre à la République du Sud Soudan». Des deux côtés, l'heure est à la mobilisation et les rares ressources restantes sont allouées en priorité à l'armement.

Le scénario catastrophe d'une guerre ouverte entre les deux Etats semble de plus en plus probable, et les discours de raison semblent de peu d'influence pour combattre l'absurdité de la situation... Par contre, l'armée Soudanaise est déjà engagée sur plusieurs fronts: Kordofan du Sud, Nil bleu, et surtout Darfour où l'on assiste à une résurgence d'un conflit que l'on pensait sous contrôle. De son côté, le Sud Soudan doit faire face à ce qui ressemble fort à une guerre civile entre ethnies Nuer, Dinka et Murle. L'armée a ainsi du dépêcher 12.000 hommes dans la ville de Jonglei pour mettre un terme à des combats qui ont fait des centaines de morts et plus de 100.000 déplacés. Ni le Soudan ni son voisin du Sud ne semblent donc en mesure de se lancer dans une guerre totale. C'est un bien maigre motif de satisfaction...

Anita Lopepe Xabi Duhalde

candidats EH Bai dans la 4^{ème} circonscription

Alors que débute la campagne pour les législatives du 10 juin, Enbata donne la parole successivement aux candidats EH Bai dans les trois circonscriptions qui concernent Iparralde.

Nous commençons cette semaine par un entretien avec Anita Lopepe, candidate dans la 4^{ème} circonscription à cheval sur Iparralde et le Béarn. Suivront les interviews de Laurence Hardouin et Peio Etcheverry-Ainchart.

E NBATA: Certains abertzale disent que les législatives françaises ne sont pas des élections prioritaires pour les abertzale. Que répondez-vous à cela?

Anita Lopepe: Je peux le comprendre. Mais aujourd'hui, c'est le contexte tout particulier dans lequel se déroulent ces élections qui leur donne une grande importance, non pas d'un point de vue électoraliste, mais politique. On assiste à une crise très profonde du système capitaliste, avec des conséquences graves pour la population de base. Le changement de modèle économique et social est indispensable et EH Bai se veut justement être porteur de cette alternative. Et puis la situation nouvelle en Euskal Herria, et l'opportunité de tourner la page du conflit politique, exige de notre part que nous soyons présents à toutes les occasions de débat politique pour peser de tout notre poids dans le sens d'une résolution intégrale de ce conflit que nous connaissons mieux que personne.

C'est donc le moment politique qui doit nous pousser tous et toutes à faire campagne et à aller voter pour EH Bai, pour un projet de gauche et abertzale.

Enb.: Comment allez-vous vous adresser aux électeurs de cette 4^{ème} circonscription basco-béarnaise où la partie béarnaise est sans doute loin des préoccupations abertzale?

A. L.: Cette circonscription est un réel handicap pour nous et il compromet la représentation démocratique d'une grande partie de l'électorat de barnekalde, qui soutient les abertzale de gauche. Mais au-delà de ça, cette circonscription est à l'image de la négati-

on que subit le Pays Basque Nord. Nous dénonçons cet état de fait. Et notre campagne sera évidemment plus développée dans la partie basque de la circonscription que dans la partie béarnaise. Notre ambition est de renforcer notre assise politique en barnekalde.

Toutefois, nous développerons aussi un message à l'attention des Béarnais. Nous sommes habitants de zones rurales, en proie à la disparition des services publics. Basques ou Béarnais, le système libéral nous réserve le même avenir sombre et nous aspirons donc tous à un changement de logique. Et puis, sur les thématiques plus abertzale, nous insistons sur l'idée que nos avancées en termes de reconnaissance linguistique et institutionnelle serviront aussi la langue occitane et la structuration du Béarn.

Enb.: On imagine que votre intention n'est pas de vous adresser aux seuls abertzale, mais d'amener à vous des citoyens proches des options abertzale. Quel sera le cœur de votre message pour être entendue par un électorat plus vaste et améliorer ainsi le score abertzale dans la 4^{ème} circonscription?

A. L.: Le message et le projet portés par les abertzale connaît un écho de plus en plus large en barnekalde. C'est le fruit du travail concret et quotidien de nombre de personnes qui sont abertzale et dont le champ d'action est véritablement la dynamisation économique, sociale et culturelle du Pays Basque intérieur, et la défense de ce territoire face aux projets destructurants. Du travail concret et des résultats, que beaucoup consentent et reconnaissent. Cette cohérence entre les paroles et les actes est notre meilleur argument de campagne. L'axe cen-



Photo le JPB

Anita Lopepe a 36 ans. Elle habite à Ainiza Monjolo

tral de notre programme sur la IV^e porte sur un développement autonome et maîtrisé du Pays Basque intérieur. Notre territoire est capable de donner aux générations futures les clés pour vivre au pays, en assurant des revenus corrects. Nous prônons les initiatives locales et durables, la solidarité, le maintien des services publics. Pour cela, des outils institutionnels sont nécessaires. Abertzale ou non abertzale, basques d'origine ou d'adoption, la volonté de vivre en barnekalde est un leitmotiv qui dépasse les clivages politiques.

Par ailleurs, notre projet politique est intégral, dans le sens où il prend en compte tant les problématiques économiques, que sociales, environnementales, linguistiques et culturelles. Nous construisons au quotidien ce projet. Et cette expérience a bien plus de poids que toute plaquette électorale.

Enb.: A l'instar de ce qui s'est produit par le passé, l'élection de François Hollande générera sans doute un mouvement en faveur du candidat socialiste pour donner une majorité au nouvel élu. Quelle sera votre stratégie pour que votre voix soit entendue par l'électorat progressiste? Quelles seront les idées-force qui vous démarqueront et donneront envie aux électeurs de voter pour la candidate que vous êtes?

A. L.: Nous ferons une campagne de terrain, irons à la rencontre des gens. EH Bai aux législatives, ce n'est pas un candidat, un suppléant et un appareil politique derrière. Des militants font campagne dans tous les villages, leurs villages. Notre candidature est forte d'un comité de soutien de mille personnes, élus ou membres de la société civile. Notre stratégie, c'est le travail collectif.

2012KO MAIATZAREN 24AN

SOMMET DES PEUPLES POUR LA JUSTICE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE À RIO+20

La nature n'a pas de prix

Les dangers du capitalisme vert



Le Sommet des Peuples pour la Justice sociale et environnementale à Rio+20 est un événement organisé par la société civile mondiale, qui aura lieu du 15 au 23 juin à Rio de Janeiro au Brésil, parallèlement à la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (UNCSD) de Rio+20.

Dans le cadre des mobilisations internationales en vue de ce Sommet, et à l'occasion de la Journée Internationale de l'Environnement Bizi! et la Fondation Manu Robles-Arangiz organisent la Conférence "La nature n'a pas de prix, Les dangers du capitalisme vert" avec la participation de Geneviève Azam (économiste et membre du Conseil Scientifique d'Attac), Barth Camedescasse (Bizi!) et Ainhara Plazaola (ELA) le mardi 5 juin à 20h00 à l'IUT de Bayonne. Voici quelques éclairages sur le Sommet Rio+20 et ce qui s'y joue.

Le sommet officiel de Rio+20 fait référence aux vingt ans de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Rio92 ou ECO 92). Depuis 92, le manque d'actions pour lutter contre l'injustice sociale et environnementale ont déçu les espoirs et discrédité l'ONU. Le thème proposé pour la conférence officielle, la dite «économie verte», et la gouvernance globale, est considéré par les organisateurs du sommet des peuples comme insatisfaisant pour affronter la crise planétaire, causée par nos modèles de production et de consommation capitalistes.

Processus d'accumulation historique

Il s'agit avant tout d'un processus d'accumulation historique et de convergence des luttes locales, régionales et globales, ayant comme principes la lutte anticapitaliste, anti-raciste, anti-patriarcale, et anti-homophobie.

«Venez réinventer le monde»

Le Sommet des peuples veut ainsi transformer le moment de Rio+20 en une opportunité pour traiter les grands problèmes affrontés par l'humanité et démontrer la force politique des peuples organisés. «Venez réinventer le monde» est notre appel et notre invitation à la participation pour les organisations et mouvements sociaux du Brésil et du monde.

Assemblée Permanente des Peuples

L'objectif est que l'espace soit organisé en groupes de discussion autogérés, autour d'une Assemblée Permanente des Peuples et dans un espace prévu pour que les organisations et mouvements sociaux se présentent, pratiquent et dialoguent avec la société autour d'expériences et de projets concrets.

Les actions du sommet seront toutes interdépendantes.

Agenda politique de l'après Rio+20

L'idée est que l'Assemblée Permanente des Peuples, principal forum politique du Sommet, s'organise autour de trois axes et débattre des causes structurales de l'actuelle crise de civilisation, sans se fragmenter en crises spécifiques – énergétique, financière, environnementale, alimentaire. Avec cette approche nous espérons susciter l'affirmation de nouveaux paradigmes alternatifs construits par les peuples et proposer l'agenda politique de l'après Rio+20.

Attention, la nature n'a pas de prix

L'économie verte est à l'honneur. Le sommet de la Terre à Rio de Janeiro en juin 2012 en a fait le nouveau récit pour une sortie de la crise globale.

L'économie verte ne se résume pas au *green-washing* ou à la *croissance verte*. Elle se fonde sur l'octroi de nouveaux droits de propriété privée sur les biens naturels, sur le libre-échange et sur la négation des droits des populations. Une marche de plus est en passe d'être franchie. Les grandes fonctions écologiques de la planète – stockage du carbone, purification de l'eau, pollinisation – pourraient être transformées en «services écosystémiques» échangeables et valorisables ou en nouvelles marchandises globales et lucratives.

Les dangers du capitalisme vert

Au lieu de prendre acte du fait que l'économie est un sous-système de la biosphère, cette «économie verte» transforme la nature en une entreprise géante, productrice de services, bientôt contrôlée, si les peuples ne s'en mêlent pas, par quelques firmes et fonds financiers.



Biodiversité, climat, ressources minières et fossiles, trois cas étudiés dans ce livre collectif d'Attac (qui compte avec la participation de Geneviève Azam), sont ainsi devenus de nouveaux terrains de jeu pour firmes transnationales et projets technoscientifiques. Les auteurs, de même que de nombreux mouvements sociaux, nous invitent à nous libérer de la finance verte et à récupérer les communs, ce qui ouvrira les voies vers des sociétés justes, démocratiques, soutenables et respirables.

Quête éperdue de croissance

Selon Geneviève Azam, l'enjeu essentiel des puissances dominantes devient peut-être aujourd'hui la conquête de la biomasse, comme substitut des énergies fossiles, en complément de la poursuite de l'exploitation à hauts risques écologiques de toutes les énergies fossiles non conventionnelles.

Déclaration du Collectif Rio+20

Elle est le fruit du travail en commun d'une cinquantaine d'organisations hexagonales, ONG, mouvements sociaux et syndicats (fait à souligner), réunis depuis un an pour soute-

nir une réflexion plus large sur le contenu et la préparation de Rio+20. Son ambition est de porter, dans les négociations à Rio et au sein des manifestations plurielles de la société civile, des propositions pour des sociétés équitables et durables. En cette période cruciale pour l'humanité, il importe que la Conférence de Rio réunisse tous les gouvernements et organisations multilatérales au plus haut niveau et permette ce dialogue avec les citoyens.

Deux demandes d'ouverture à la Conférence, de la part du Collectif

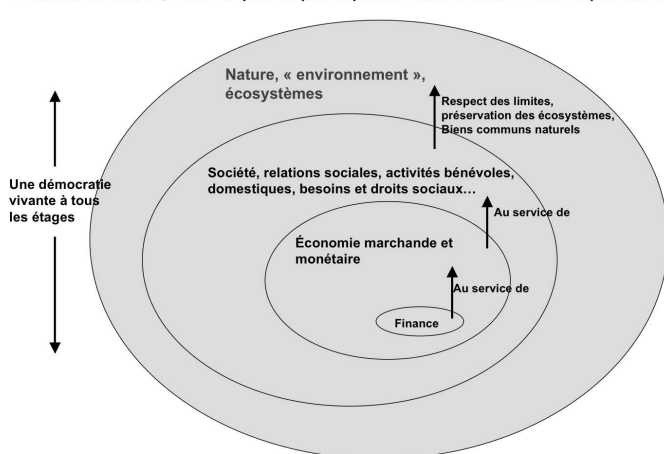
- La transition écologique et sociale de nos sociétés, et donc de notre système économique et le passage à des sociétés post-pétrole, post-énergies fossiles et sobres en ressources naturelles;
- La construction d'une nouvelle gouvernance mondiale, fondée notamment sur la responsabilité des États et la consultation d'une société civile active, du niveau local à l'échelle internationale. Pour aboutir à une feuille de route 2012-2020 précisant les modalités de dialogue, le processus de décision et les moyens à mettre en oeuvre.

CONFERENCE :
"La nature n'a pas de prix"
Les dangers du capitalisme vert
Mardi 5 juin à 20h00
à l'Amphi du Château Neuf
de l'IUT à Bayone
Avec **Geneviève Azam** (économiste
et membre du Conseil Scientifique
d'Attac), **Barth Camedescasse** (Bizi!)
et **Ainhara Plazaola** (ELA).
Réservation conseillée :
05 59 25 65 52 ou info@bizimugi.eu

"Le monde à l'endroit" et "Le monde à l'envers" : approche générale des enjeux de Rio+20 (<http://alternatives-économiques.fr/blogs/gadrey>)

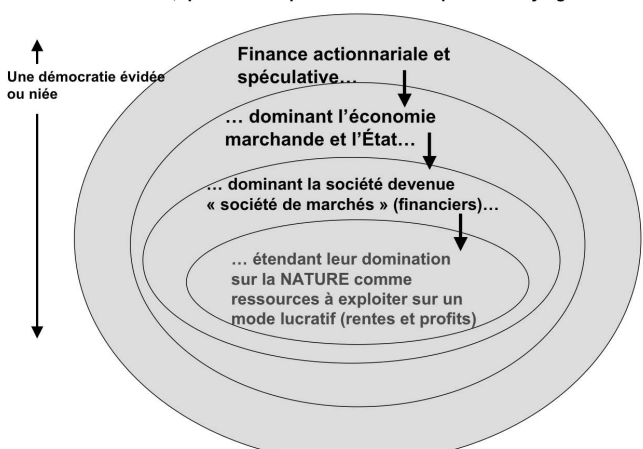
La première vision a dominé le sommet de Rio 1992 alors que la seconde a aujourd'hui plus d'influence sur les États et sur l'ONU.

Le monde à l'endroit, vision de plus en plus répandue dans la société civile depuis Rio 92



«Le monde à l'endroit». Moyennant des délibérations bien informées, l'immense majorité des citoyens du monde en approuverait la logique générale

Le monde à l'envers, celui du capitalisme financier et de son approche de l'« économie verte », qu'il tente de pousser à Rio + 20 par un lobbying intensif



«Le monde à l'envers». Correspondant à la représentation des acteurs dominants du capitalisme financier et boursier à l'origine de la crise, des crises

Mintzaplaza! Euskaraz bizitzeko!

Aditua

Gaur egun Iparraldean, eta oro har Euskal Herrian, jendartearen "laurdena" euskalduna da.

Basoa "erdi hutsa" ikusten bada, edo Euskal Herriko biztanlegoari irudia egokituz, basoa "hiru laurdenak hutsik" ikusten bada, eskualde euskaldun batean ez den eta euskara hizkuntza ofiziala ez den gune batean den Euskal Herriar batek euskara museoko hizkuntza bat dela pentsatzen ahal du... edo latina bezain bizia!

Hortako, euskaldunek errexki uleretzen ahal dute, zen zaila den:

1/ Egunerako biziak eskaintzen dituen egoera ezberdin guzietan euskararen erabiltzerat.

2/ Euskaldun ingurumen batean, ohi-tura eskasa dela medio, euskara bera, hizkuntzaren osotasunean erabiltzerat! Hiztegi eta hizkuntzaren menperatze eskasak segidan hor ditugu eta!

Basoa "erdi bete" ikusteko, hots euskal jendartearen laurden euskaldun hori konduan hartuz, eta, beste hiru laurdenak euskaldun berri potentzial gisa kontsideratuz, hara zer terapia proposatzen duen *Mintzaplazak* euskaldun guzietar:

Igandean, maiatzaren 27an, goizeko 10etarik oren bata arte, Donibane Garaziko Merkatu Estalian, ekonomia, kultura, kirola, sukaldaritza, laborantza eta ekologia arloan, 20 minutako elkarrizketak egiterat, gai bakotxean, talde ttipika, arloko "aditu" edo "personalitate" batekin, "mintzalagun" edo elkarrizketa moderatzaile batekin (euskaraz hitz egiteko gaitasun guzietar eta balia dezaten beren parada).

Ekitaldi hori, Baxe-Nafarroko Euskararen Urtaroaren karietarat egina da!

Igande honetan ezin dutenek parte hartu... graba bezate behereko logoa:



Geroan ere euskaraz bizitzeko plantan emanen den ekitaldia izanen baita... Mintzaplaza!

ASSOCIATION NATURE HUMAINE

www.nature-humaine.fr



Faire changer

"C'est l'espace de liberté que l'accompagnant laisse à son interlocuteur qui lui ouvre le champ du changement"

Changement climatique, diminution de la biodiversité, pollutions, ... les manifestations de la crise écologique sont de plus en plus vives.

Les médias s'en font largement écho et les citoyens sont de plus en plus informés de ces sujets qui semblent les préoccuper. Cependant, malgré ces nombreuses alertes relayées par des travaux scientifiques, tels ceux du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat), on constate que la modification de nos modes de vie afin de diminuer notre empreinte écologique ne va pas de soi.

Prise de conscience et transformation de comportements

La prise de conscience des problématiques environnementales n'entraîne pas nécessairement une transformation de nos comportements en matière de consommation, d'alimentation, de transports, de chauffage. Il n'est pas si facile d'adopter une attitude écocitoyenne, de changer ses habitudes. Quels en sont les raisons : matérielles, culturelles, sociologiques, ... ?

Freins pratiques, économiques et culturels

Face aux enjeux écologiques, il faut tenter d'aller au-delà de la sensibilisation en accompagnant et formant à l'écocitoyenneté. Cependant, dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, le changement n'est pas aisé et se heurte à des freins multiples et variés d'ordre pratique, économique, culturel.

Trouver les leviers du changement de comportements

L'association Nature Humaine a pour objet d'explorer les causes profondes sociologiques, psychologiques et culturelles de la crise écologiques, ainsi que les freins et les leviers au changement des comportements, en s'appuyant sur différents travaux dans le domaine des sciences humaines.

Soutenue par la Région Rhône-Alpes, Nature Humaine a souhaité appréhender la manière dont des acteurs de terrain (associations et parcs naturels régionaux)

se saisissent dans leurs pratiques professionnelles de cette question du changement et quels sont leurs besoins éventuels dans ce domaine notamment en matière de coopération avec des chercheurs. Dans ce but, elle a réalisé cette enquête qualitative, objet de ce rapport, auprès de structures qui oeuvrent dans le domaine de la sensibilisation et de la protection de l'environnement ainsi qu'auprès de chercheurs en sciences humaines s'intéressant aux questions du changement en matière écologique.

Connaître le processus de changement et les modalités d'accompagnement

Cette étude n'a pas vocation à préconiser des «formules prêtes à l'emploi» pour obtenir d'un public cible des écogestes.

Elle propose un état des lieux et donne avant tout des éléments de connaissance et de réflexion sur le processus de changement et ses modalités possibles d'accompagnement.

Elle ouvre des perspectives de partenariat entre le monde associatif et le monde de la recherche. Elle questionne également sur les moteurs à l'action propres aux salariés des structures enquêtées.

Choix de société : des décideurs politiques et économiques

Bien entendu, il ne faut pas oublier que les questions écologiques dépassent la simple portée des initiatives associatives, elles interrogent sur les priorités que se donne une société et donc sur les choix des décideurs politiques et économiques qui en découlent. Néanmoins, les engagements associatifs et collectifs sont porteurs de sens et peuvent s'inscrire dans un mouvement plus large. Ils peuvent être envisagés comme des étapes pionnières et nécessaires d'un changement d'une plus grande ampleur qui inviterait à repenser, en partie, la société dans laquelle on vit.

Rapport complet sur :

www.nature-humaine.fr/files/docs/nh/Rapport_d_enqu_te_en_Rh_ne-Alpes_BD.pdf

Bizi! euskaraz!

*Bizi!*k arlo sozial eta ekologikoetan euskaraz gogoetatzeko eta ekintzak egiteko parada berri bat eskaintzen digu: **Pikutarat!** Hara fanzina berriaren aurkezpena! Anima zaitetz... eta zuk ere parte hartu!

Gaur *Sarko*, ondokoetan *Püba*, *Zorra*, *Karbona*, *Nuklearra*, *Beti-plüza*, etab. ere *Pikutarat!*

Bizi! mugimendu altermundialistaren tizat argi da kultur/hizkuntz aniztasuna ezinbestekoa zaiola jendarte demokratiakoari, aniztasun biologikoa ekosistemari ezinbestekoa zaion bezainbat.

*Bizi!*n, euskaldunak, Iparraldeko jendar-tean euskaldunak bezala, guttiengoan izan arren, jada hainbat tresna martxan ezarriak ditugu euskararen bizi arazteko eta *Bizi!* kideek beren militantzian ere euskaraz bizitzeko parada ukan dezaten: komunikatu gehienak bi hizkuntzetan plazaratuak dira, hainbat txosten ere elebidunduak dira, eskualde batzuetako bile-rak euskaraz egiten dira, etab. Hori guzia posible da besteak beste *Bizi!*ko euskaldunek osatzen duten Itzulpen Taldearen lan paregabeari esker.



Pikutarat! aldizkaria sortzeko erabakia hartu da 2012 hastapeneko Biltzar Nagusian *Bizi!*ko kide euskaldun eta erdaldunei euskaraz ibiliko den gune eta giro baten eskaintzeko! Hots, arlo sozial eta ekologikoko hainbat gai jorratuko dituen aldizkari hau, euskarazkoa izanen da, euskalduner zuzendua eta euskaraz pentsatua eta landua.

Bizi! kide ta lagunentzat euskaraz murgiltzeko eremua izanen da: paperezko eta internetezko euskarriekin lau haizetarat zabaldua izanen dena.

*Bizi!*ren gogoeta eta ekintza ildoetan *Pikutarat!*en bidez arizan nahi duten guzietan ongi etorria egina zaie, datorren alearen prestatzeko jada finkatua den bilkurarat: **Ostegunean, maiatzaren 31an, arratseko 19:00etatik goiti, 20 Cordeliers karrikan!** Karia hortarat, ekar gustian denen artean partekatzen ahal diren jateko eta edatekoak...

Agenda de la Fondation



*Alda!*ren bloga : www.mrafundazioa-alda.org

Bientôt une monnaie locale au Pays basque : **Laster tokiko moneta Euskal Herrian**

Vous voulez en savoir plus sur cette monnaie basque, écologique et solidaire ? **Informazio gehiago nahi duzue ukan euskal moneta ekologiko eta solidario honetaz?**

Réunion publique / Bilkura publikoa

Vendredi 1er juin à 19H00
Ekainaren 1a ostiralarekin 19:00etan

Bayonne / Baiona
(IUT place Paul-Bert plazan)

Plus d'infos sur / Xehetasun gehiagoarentzat : info@euskalmoneta.org
www.euskalmoneta.org

Justizia sozialaren eta ingurumenaren aldeko herrien gaiturra Ekainaren 5an, asteartean 20:00etan, Baionako IUTko Arrian

Mardi 5 juin à 20H00
à l'Amphi du Château Neuf de l'IUT à Bayonne
Sommet des peuples pour la justice sociale et environnementale Rio + 20

CONFÉRENCE / HITZALDIA

avec Barth Camedecasse (Bizi), Ainbarr Plazaola (ELA) et **Geneviève Azam**
Maître de conférence en économie et chercheuse, membre du Conseil Scientifique d'ATTAC

"La nature n'a pas de prix"
Les dangers du capitalisme vert

Entrée gratuite, réservation conseillée - Sartzua urritik, izena emateko 05 59 25 65 52 / info@bizimugi.eu

Organisé par Bizi ! et la Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua antolatuturik.

www.bizimugi.eu www.mrafundazioa.org



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
*Alda!*ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



lose. Elle est enseignante et mère de deux enfants

Nous ne sommes pas dans une perspective de carrière politique, mais au service des intérêts de notre territoire. C'est là une différence fondamentale avec le candidat socialiste qui expose la liste interminable de ses fonctions comme un palmarès, alors même que F. Hollande s'oppose au cumul des mandats.

Et puis, nous portons un projet plus clair et tranché. Le leur est celui d'un libéralisme plus social, le nôtre est celui d'un changement de système pour plus de justice sociale. Le leur est dissonant en ce qui concerne la question de la collectivité territoriale Pays Basque, le nôtre est assumé et porté de longue date.

Enb.: La 4^{ème} circonscription compte une candidate des Verts et un candidat du PNB qui défendront à peu de choses près les mêmes revendications qu'EH Bai. N'y avait-il pas moyen ou utilité d'aller ensemble à ces élections?

A. L.: Euskal Herria Bai représente l'alternative en Pays Basque intérieur. Deuxième force politique dans les cantons de Baigorri ou Iholdi, troisième force en Amikuze ou Garazi, de plus en plus de citoyens rejoignent notre projet de gauche. Même le PS a appelé à voter Euskal Herria Bai dès le premier tour lors des dernières élections cantonales sur le canton d'Iholdi: cela montre que les abertzale de gauche comptent en Pays Basque intérieur. Il est important pour EH Bai de pouvoir défendre son projet de société au premier tour, un projet qui va à l'encontre de celui du PNB qui se situe dans l'économie libérale. Quant aux Verts, qui sont nos alliés dans pas mal de combats, ils gouvernent avec le PS au niveau de l'Etat français et de la région Aquitaine (demain

à l'Assemblée Nationale), et ont donc fait le choix de s'allier avec les promoteurs de projets dangereux pour le Pays Basque, comme la LGV.

Enb.: Le statut de l'euskara et la collectivité territoriale spécifique seront, on imagine, au cœur de votre campagne. Comment porterez-vous ces revendications auprès de l'électorat de la 4^{ème} circonscription?

A. L.: L'attachement à l'euskara est quelque chose de fort en barnekalde. Je crois que les abertzale peuvent se flatter d'être à l'origine de la construction de grands outils pour l'euskara. Aujourd'hui, notre langue a besoin d'une véritable politique linguistique qui la rende présente dans toutes les sphères de la vie publique. La collectivité territoriale que nous revendiquons permettra de penser et gérer cette politique publique. Par ailleurs, le besoin d'un statut pour la langue basque fait consensus. En campagne électorale, tout le monde aime l'euskara, même ceux qui n'ont jamais fait l'effort de l'apprendre. Mais ce sont des mesures fortes dont cette langue menacée a besoin, pas de demi-mesures. EH Bai défend un statut d'officialité, qui ne relègue pas l'euskara à une position secondaire, mais d'égal à égal avec le français. Cela supposera une politique de discrimination positive forte, imposée par la loi.

En ce qui concerne l'institutionnalisation, nous sommes à un point d'inflexion dans le débat en Pays Basque Nord. Nous voulons profiter de cette campagne pour faire un travail pédagogique sur cette demande. Expliquer en quoi une collectivité territoriale autonome faciliterait le développement économique local, la complémentarité entre la côte et l'intérieur, la mise en place d'une politique sociale solidaire... Et socialiser notre position: une institution de type autonomie n'est pas à contre courant. Bien au contraire, c'est l'option choisie par nombre de régions européennes, parce que la mieux à même de répondre efficacement aux besoins de l'action publique et la plus raisonnable en ces temps de pénurie budgétaire. Un territoire responsable de ses dépenses et donc de ses recettes fiscales, en capacité de légiférer si besoin, c'est dans cette voie qu'avance l'Europe, et plus près de chez nous, les Corses eux-mêmes.

Enb.: Le programme d'EH Bai est discret sur le travail de Laborantza Ganbara (alors que la lutte en sa faveur a été si symbolique de ce que les abertzale veulent pour ce pays) et sur la revendication d'une Chambre d'agriculture du Pays Basque. Est-ce à dire qu'EH Bai pense que ces sujets n'intéressent pas les citoyens de l'intérieur?

A. L.: Ce n'est pas exact. Dans notre plquette, nous évoquons EHLG comme un des exemples de la prise en main par les habitants du Pays Basque de leur territoire et de leur avenir, car c'est effectivement une lutte emblématique, qui permet de comprendre ce que la négation politique signi-

“EH Bai aux législatives, ce n'est pas un candidat, un suppléant et un appareil politique derrière. Des militants font campagne dans tous les villages, leurs villages. Notre candidature est forte d'un comité de soutien de mille personnes, élus ou membres de la société civile.”

fie et ce que le potentiel de l'ensemble d'Euskal Herria peut apporter. De plus, l'agriculture paysanne est au cœur de notre programme. L'ensemble des candidats EH Bai vont d'ailleurs à la rencontre des acteurs du monde paysan lors d'une action itinérante ce 24 Mai, de Maule à Aldude. Nous visiterons, entre autres, une ferme en Oztibarre et échangerons avec les membres de EHLG à Ainiza-Monjoloze. Nous soutenons la revendication de la création d'une chambre d'agriculture du Pays Basque, adossée à une collectivité territoriale, qui pourrait être en charge de la répartition des aides de la PAC (c'est une position que nous défendrons à l'Assemblée Nationale) en fonction de critères propres à la réalité agricole basque.



Photo le JPB

Xabi Duhalde, candidat suppléant, a 39 ans. Il vit à Lekuine. Il est technicien de collectivité locale et père de trois enfants.

Baionan kantuz 15 ans de partage

Quinze ans déjà que Baionan kantuz rassemble les amateurs de la chanson basque, chaque 4^{ème} samedi du mois, aux halles, à la place Lacarre ou sous le cloître de la cathédrale de Bayonne. Pour célébrer cet anniversaire, le groupe Tuntuna qui anime ces moments de partage vient de sortir son 5^{ème} CD. Guillaume Irigoyen, le promoteur de Baionan Kantuz, initiative sociale et culturelle originale s'il en est, nous présente cette dernière compilation.

ENBATA: Vous sortez le 5^{ème} CD de Baionan Kantuz. Quels types de chants avez-vous choisi pour ce nouvel album et quelles en sont les nouveautés?

Guillaume Irigoyen: Dans ce CD il y a quatorze chansons, des chansons d'auteurs basques connus pour la plupart et certaines qualifiées de populaire. Ainsi *Ixil ixilik dago* cotoie *Euskal rock and roll*, le premier rock basque créé par Niko Etxart, *Gogoaren baitan* d'Anje Duhalde, *Zenbat gera* de Benito Lertxundi. Le groupe Tuntuna qui assure l'animation Baionan Kantuz y a enregistré les nouvelles chansons ajoutées au répertoire durant ces quatre dernières années, afin de proposer au public la possibilité de les apprendre. Dans le livret figurent les paroles des

rien fait de mieux depuis?

G. H.: Rien de tout cela. Chaque année nous produisons un nouveau livret de chants avec les nouveautés de l'année. Lors de la treizième année, le livret fut tout naturellement intitulé *Ez dok amairu*, en rappelant ainsi à notre public ce mouvement qui fut, avec d'autres, à l'origine du renouveau de la chanson basque. Quarante ans après, ces chansons sont ainsi toujours vivantes, soit de façon originelle, soit en les accommodant au goût du jour, comme par exemple *Itsasoan urak haundi dire*, chantée sous une forme jazzy. La chanson populaire basque est un tonneau des Danaïdes: plus on en chante, plus il y en a à connaître et donc à partager. Ces chansons quelles qu'elles soient nous parlent encore et il est frappant de voir que celles que nous avons vu éclo-



Herr kapellmeister Guillaume Irigoyen entouré des instrumentistes de Tuntuna

sente, où la culture ne soit un bien de consommation. Pourtant l'attrait de la culture basque pour les Basques et les non Basques n'a jamais faibli. Au contraire, elle a toujours su s'adapter et trouver des formules comme le Dantzazpi, ou Baionan Kantuz pour permettre à chacun de vivre et de faire vivre la culture.

Enb.: Vous étiez une quarantaine de parents d'ikastola au départ. Quinze ans plus tard, qui participe à Baionan kantuz?

G. H.: Baionan Kantuz c'est toujours le quatrième samedi du mois (et quatre soirs durant les fêtes) à 11 heures... du matin. Bref un rite, mais un rite qui se pratique tôt. Peut être trop tôt pour les jeunes. En quinze ans, nous avons vu notre âge se rapprocher de la moyenne d'âge de notre public où il y a des fidèles de la première heure et des nouveaux qui nous rejoignent pour un an ou deux ou plus. Si au premier Baionan kantuz d'avril 1997, nous étions 40 parents d'élèves des Ikastola, aujourd'hui le public oscille entre 100 et 700 personnes pour les grandes occasions.

Enb.: Baionan kantuz a beaucoup fait pour la popularisation du chant basque dans le milieu urbanisé et débasqué de la côte. Outre le fait d'avoir contribué à donner ses lettres de noblesse à l'euskara dans un milieu non bascofone, quels sont les autres aspects positifs de cette initiative de Baionan kantuz?

G. H.: Notre but, à travers Baionan Kantuz, est de donner un espace à la langue basque et à la culture basque au centre de Bayonne et d'en capitaliser les retombées en faveur des ikastola d'où Baionan Kantuz est issu. Aujourd'hui Baionan Kantuz fait partie de l'image de Bayonne; par exemple il figure dans de nombreux reportages qui parlent de Bayonne. Qui aurait pu l'imaginer il y a 15 ans? Pourtant, il n'y a là rien d'extraordinaire. La culture basque par sa caractéristique populaire est très adaptée à la ville (à la campagne également, mais cela à l'air plus évident), elle est créatrice de lien social (c'est sa raison d'être), de transmission, de tradition, de partage, d'expression artistique à la portée de tous, bref de tout ce que met en avant toute politique culturelle, même si elle est élitiste et chère. Par contre Baionan Kantuz n'est ni élitiste, ni chère.



chansons ainsi que les accords de guitares afin de donner à tout le monde les outils nécessaires pour pouvoir les chanter en toute occasion. Enfin, la chanson *Bai euskarari* est chantée par les enfants des ikastola de Bayonne, Baionan Kantuz étant l'œuvre des ikastola de Bayonne. Les bénéfices de ce CD leur seront dédiés comme ceux des quatre autres CD. Avec cinq CD, la Tuntuna propose 80 chansons, bref un panel exhaustif pour connaître les fondements de la chanson basque.

Enb.: En reprenant des titres comme *Errotar zahar maitea* ou *Itsasoan urak haundi dire*, vous faites un clin d'œil à *Ez dok amairu* qui ont initié le renouveau de la chanson basque il y a plus de 40 ans. Hommage? Nostalgie? Avez-vous n'a

re il y a quarante ans soient aujourd'hui reprises par toutes les générations comme si elles étaient intemporelles.

Enb.: Comment expliquez-vous le succès de Baionan Kantuz que vous avez lancé il y a quinze ans?

G. H.: Par la caractéristique de la culture basque. La culture basque est avant tout une culture populaire, elle est à la portée de tous, et elle permet à la part artistique que nous avons tous de s'exprimer. Notre génération a eu la chance de vivre cette culture de village ou tout repas finissait par des chansons en chœur, des bertsu, des tritzo jetées à l'emporte-pièce, ou des mutxiko sifflés avant le départ. Les modes de vie ont changé, il n'existe pas un endroit où la musique enregistrée ne soit pré-



Lettre au président de la République française

MONSIEUR Le Président, Nous sommes quatre citoyens basques (du Pays Basque Sud, Etat espagnol), Julio Villanueva, Mikel Alvarez, Gorka Ovejero et Ibon Garcia et nous nous adressons à vous pour vous faire part de notre situation: nous risquons de quatre à dix ans de prison pour le seul entartage, à Toulouse, de la présidente de Navarre, Mme Yolanda Barcina. Et si nous nous adressons à vous, c'est parce que, outre les difficultés du contexte espagnol auquel nous sommes confrontés, la France a collaboré à créer cette situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement.

Le 27 octobre 2011, nous quatre, membres du mouvement Mugitu! (plateforme d'opposition et de désobéissance au Train à Grande Vitesse), avons mené une action de dénonciation du TGV à Toulouse en entartant à trois reprises la présidente du gouvernement autonome de Navarre, Mme Yolanda Barcina. L'entartage, c'est bien connu, est utilisé partout en tant que forme de protestation pacifique et ne vise jamais à blesser la personne visée. C'est bien dans cet état d'esprit que l'entartage s'est déroulé à Toulouse. Précisons que cette action a eu lieu dans le cadre d'une conférence de la Communauté de travail des Pyrénées (CTP), où les gouvernements autonomes et régionaux des deux côtés des Pyrénées voulaient justement entériner une déclaration en faveur des LGV (Lignes à Grande Vitesse) transpyrénéennes.

Cette action de désobéissance civile s'est déroulée pacifiquement depuis le début, sans aucune forme de résistance de notre part. A notre grand étonnement (au Pays Basque Sud, nous sommes habitués à un tout autre contexte), nous n'avons été ni interpellés ni arrêtés par les autorités françaises et avons pu sortir du lieu sans problème, tout en faisant des déclarations devant la presse dans la salle de conférences de la CTP. Là, nous avons expliqué tous les détails de l'action ainsi que les raisons pour lesquelles elle avait été menée. Or, si cela s'est passé pacifiquement en France, du côté espagnol, il en a été tout autrement: nous avons été pris en charge par les autorités espagnoles et aussitôt inculpés. Nous risquons des peines de prison de 4 à 10 ans pour cet entartage, alors qu'en France une action de cette sorte n'est punie que par de petites amendes.

C'est pourquoi nous voulons nous adresser au gouvernement français pour lui rappeler sa responsabilité en tant que collaborateur ayant permis cette persécution pénale délirante pour des faits commis dans son territoire. Il faut insister, en effet, sur l'opa-

cité qui a entouré les investigations menées en France autour de cette affaire. A cet égard, on sait maintenant que le Tribunal de grande instance de Toulouse a ouvert un dossier après la plainte déposée à la police française par M. Martin Malvy, président du Conseil régional de Midi-Pyrénées et président de séance de la CTP, le jour de l'action. Le 28 novembre 2011, la police française a même convoqué les deux personnes de citoyenneté française qui nous avaient soutenus lors de l'action, et ils ont tous les deux déclaré au commissariat central de Toulouse. Depuis lors, personne n'a pu savoir quoi que ce soit sur ces investigations. Egalement, nous n'avons reçu aucune réponse à notre demande officielle de déclarer devant le tribunal de Toulouse.

Malgré tout, cette opacité montre bien, selon nous, la collaboration de l'Etat français avec l'Etat espagnol afin de laisser l'affaire entre les mains de l'Audiencia nacional, où notre cas est l'objet d'une procédure pénale très grave: ladite cour a décrété le 2 avril un «*Auto de procesamiento*» contre nous, avec

une demande de peines de 4 à 10 ans de prison sous le chef d'accusation d'«*atentat grave contre l'autorité*». Cette cour a aussi négligé les appels de notre avocat a reconsidérer et classer l'affaire comme «*Juicio de faltas*» (jugement pour contravention). C'est sous cette juridiction que, dans le pire des cas, devrait se trouver notre jugement, si on prend en considération le principe de proportionnalité et l'ampleur des faits. Comme les tribunaux français l'ont établi eux-mêmes après de nombreux entartages en France, ce procès ne devrait être qu'une affaire mineure ne méritant qu'une amende — si tant est qu'il faille imposer une peine.

[...]

Malgré la difficulté de nos situations personnelles, nous voulons encourager les citoyens à lutter contre cette aberration et ce gaspillage insensé que représente le TGV, en renseignant les gens et en nous mobilisant contre ce projet. Pour ce faire, nous avons les outils des citoyens actifs et engagés, qui n'hésitent pas à avoir recours à la désobéissance civile en tant que moyen valable et légitime d'action.

Julio Villanueva, Mikel Alvarez, Gorka Ovejero, Ibon Garcia inculpés pour l'action du 27 octobre 2011 à Toulouse Bilbao, le 15 mai 2012

Pour votre abonnement le virement annuel automatique

Enbata est géré par une équipe de bénévoles qui ne ménage ni son temps ni sa bonne volonté. La gestion des abonnements est un volet très lourd du fonctionnement de notre hebdomadaire: retards de paiement, rappels, enregistrement des chèques, remises à la banque, mobilisent beaucoup de temps et d'énergie.

Nous souhaitons faciliter le travail de notre équipe. Nous vous proposons de remplacer le paiement pas chèque de votre abonnement par un virement automatique annuel permanent.

Vous pouvez créer ce virement par internet si votre banque vous fournit ce service ou en vous adressant à votre banque avec le RIB d'Enbata ci-contre. La date à prendre en compte est le 10 du mois de votre échéance d'abonnement. Si vous ne la connaissez pas nous vous la communiquerons en téléphonant à Enbata (05 59 46 11 16 le mardi matin) ou par mail enbata@wanadoo.fr

Ce virement, habituellement facturé par la banque de 0,8 à 1€, ne vous coûtera guère plus cher que le timbre postal que vous utilisez habituellement. Il vous épargnera à l'ave-

nir tout tracas de réabonnement. Il vous suffira de nous indiquer que vous avez mis en place ce virement annuel. Nous vous rappelons que le prix de l'abonnement annuel de base est de 60 € pour 50 numéros. Vous pouvez également souscrire un abonnement bienfaiteur pour le montant que vous souhaitez. Un reçu fiscal vous sera alors envoyé. D'avance merci, Enbata a besoin de vous.

BANQUE COURTOIS Relevé d'Identité Bancaire (RIB)			
Titulaire du Compte			
ASSOCIATION ENBATA			
Identifiant national de compte bancaire — RIB			
10268	02696	60868500200	89
Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB
Domiciliation			
BAYONNE			
Identifiant international de compte bancaire — IBAN			
FR76 1026 8026 9660 8685 0020 089			
Identifiant international de l'établissement bancaire — BIC			
SWIFT BIC : COURFR2T			



Urratsez urrats

● Jean Haritschelhar

L n'y a guère j'écrivais un article intitulé "La longue marche" (Enbata du 15 avril 2012) où je commentais la manifestation du 31 mars en faveur de l'officialisation de l'euskara, véritable procession laïque qui s'inscrit dans le droit fil de la reconnaissance juridique des langues de France autres que les français.

"Urratsez urrats", c'est ainsi qu'allaient les gens dans une ambiance non seulement paisible, mais, en outre, festive, car revendiquer pour une langue c'est l'honorer et que l'honneur ne peut se rendre que dans la joie. "Urratsez urrats", c'est aussi le rythme de marche adopté, celui qui mène vers un but déterminé, patiemment mais fermement calculé, celui d'une projection vers l'avenir, un rêve du futur.

"Herri urrats", c'est la grande fête des ikastola, celle qui réunit autour du lac de Saint-Pée-sur-Nivelle environ 50.000 personnes qu'elles soient âgées, adultes ou enfants dans le but de rassembler l'argent qui permettra de construire de nouvelles écoles ou d'en améliorer d'autres. En dehors des amusements proposés aux enfants, de lieux de danses, de prestations de chorales, de joutes de bertsularis, la base de la fête est la marche, celle qui s'accomplit "urratsez urrats", pas à pas, autour du lac, la marche n'étant pas simplement un exercice physique ou une détente, mais la contribution dans le sens plein du terme, contribution financière pour le développe-

ment de la filière en immersion, celle qui est capable de garantir l'avenir de la langue. Mais le terme "urratsa", ce n'est pas uniquement la marche, c'est aussi la démarche d'adhésion volontaire, clairement assumée par celui ou celle qui, n'étant pas à Saint-Pée ce jour-là, tient à contribuer à l'essor des ikastola. A travers "Herri urrats", comme à travers la "Korrika", l'objectif est le même, celui de la survie et surtout de l'expansion de l'euskara, marche ou course payante, non point un impôt mais une contribution enthousiaste.

Il s'agit d'une véritable politique linguistique menée non point par un gouvernement, mais tout au contraire par la société basque solidaire, engagée, tenace dans son engagement car il se situe dans la durée, dans ce pas à pas d'une durée indéterminée, quasi intemporel. C'est ainsi que, à force de revendications jumelées avec le dialogue et les tractations, petit à petit s'affirme le droit de passer les épreuves du baccalauréat en basque. Ce fut d'abord l'histoire et la géographie; ce sera dorénavant les mathématiques. Un pas de plus en attendant le suivant.

La France vient d'élire un nouveau président de la République; elle se prépare à lui donner une majorité stable et cohérente. Les dirigeants auront à résoudre, car il le leur est posé, le problème d'une société, d'un peuple qui réclame une existence et une reconnaissance juridique à travers une

“

Le terme urratsa, ce n'est pas uniquement la marche, c'est aussi la démarche d'adhésion volontaire, clairement assumée par celui ou celle qui, n'étant pas à Saint-Pée ce jour-là, tient à contribuer à l'essor des ikastola.”

"collectivité publique". Le problème est posé, ne le laissez pas pourrir, car, vous le savez le peuple basque est imputrescible.

"Azken urratsa": le chant est certainement la forme littéraire à laquelle toute personne, quel que soit son niveau culturel, est accessible. Le chant est la possible accession à la beauté par l'intermédiaire d'un texte écrit qui, peut-être, ne sera jamais lu, mais qui est appris et mémorisé par l'incantation de l'habillage musical. Le chant est la base même de la culture basque depuis ses origines médiévales jusqu'à cette deuxième moitié du XX^e siècle où il a pris une signification nouvelle dans l'ensemble de l'Euskal Herria. Les chanteurs sont les intermédiaires privilégiés entre le créateur et le public; ils sèment la beauté, ils répandent la joie. La voix de l'un d'entre eux s'est éteinte. Eñaut Larralde, mon jeune ami, a franchi le pas, "azken urratsa", que nous franchirons à notre tour. "Ixil ixilik nago, gogoan zaitut".

Sur votre agenda

Maiatza:

- **Jeudi 24, 18h, MIARRITZE** (Médiathèque). "La guerre civile: l'exil basque", conférence de Jean-Claude Larronde.
- **Jeudi 24, 20h, HAZPARNE** (Eihartzea). Documentaire de Caroline Poliquin "Homo Toxicus".
- **Vendredi 25, 20h, PAUSU** (Xaia ostatua). Txalapartafaria integrazio batzordearen alde.
- **Samedi 26, 11h, BAIONA** (place Lacarre).

- Baionan Kantuz.
- **Samedi 26, 15h, MONJOLOSE** (Laborantza Ganbara). Table ronde "Agriculture et élevage d'aujourd'hui et de demain" avec Jean-Louis Davant, Michel Berhocoirigoin et Marc Dufumier.
- **Ortzeguna 26a, ar. 3.30, IZPURA**. Baxe Nafarroako eta Lapurdiko helduen kantu xapelketa.
- **Samedi 26, à partir de 17h, MUGERRE** (salle Haiz Ondoan). 10^e anniversaire d'Ametza ikastola de Hiriburu.



Titres du CD

Topa dagigun; Zenbat gera; Bale ihizi; Bai euskarari; Maitasun aroak; Euskal rock and roll; Ixil ixilik dago; Errota zahar maitea; Itsasoan urak haundi; Itsasoari begira; Gogoaren baitan; Mariñelaren kontra pasa; Oi kanta berri; Bortietako elúrra.

● Grève de la faim.

Incarcérée à la maison d'arrêt de Gradignan depuis le 23 février, Naia Lacroix a entamé, lundi 14 mai, une grève de la faim pour obtenir la levée des mesures d'exception, notamment son isolement du reste du Collectif des prisonnier(e)s politiques basques, qui lui sont infligées. D'autres prisonniers politiques basques ont entamé une grève de la faim en signe de solidarité. Naia Lacroix demande à bénéficier d'un regroupement afin de pouvoir participer au processus qui est en marche.

Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**
Anita Lopepe, Xabi Duhalde, candidats EH Bai dans la 4^{ème} circonscription 4 et 9
Baiona Kantuz, 15 ans de partage 10
- **CAHIER N°2 «ALDA»** quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190